

Lëtzebuerger Vëlos-Initiativ (LVI), Association sans but lucratif.

Siège social: L-2663 Luxembourg, 6, rue Vauban.

R. C. Luxembourg F 1028.

STATUTS

Les soussignés:

Fabiana Bartolozzi, éducatrice diplômée, demeurant à L-1318 Luxembourg, 50, rue des Celtes; de nationalité luxembourgeoise;

Robert Berg, fonct. de l'Etat, demeurant à L-1321 Luxembourg, 311, rue de Cessange; de nationalité luxembourgeoise;

Jang Bertemes, agent CFL, demeurant à L-8156 Bridel, 10, rue Lucien Wercollier; de nationalité luxembourgeoise;

René Diederich, avocat, demeurant à L-1730 Luxembourg, 41, rue de l'Hippodrome; de nationalité luxembourgeoise;

Paul Faber, professeur-ingénieur, demeurant à L-1520 Luxembourg, 45, rue Adolphe Fischer; de nationalité luxembourgeoise;

Georges Franck, agent CFL, demeurant à L-1321 Luxembourg, 171, rue de Cessange; de nationalité luxembourgeoise;

Monique Goldschmit, employée privée, demeurant à L-1511 Luxembourg, 144, avenue de la Faïencerie; de nationalité luxembourgeoise;

Jean Klein, fonctionnaire CE, demeurant à L-6795 Grevenmacher, 14, rue de Wecker; de nationalité luxembourgeoise;

Lilibet Lorang-Schauss, employée privée, demeurant à L-1941 Luxembourg, 245, route de Longwy; de nationalité luxembourgeoise;

Gust Muller, agent CFL, demeurant à L-5953 Itzig, 12, rue des Champs; de nationalité luxembourgeoise;

Jacqueline Sahl-Goldschmit, sans profession, demeurant à L-1624 Luxembourg, 15, rue de Gibraltar; de nationalité luxembourgeoise;

Robert Sahl, employé privé, demeurant à L-1619 Luxembourg, 51, rue M. Gehrend; de nationalité luxembourgeoise;

Paul Schieres, ingénieur industriel, demeurant à L-1335 Luxembourg, 23, rue de Cicignon; de nationalité luxembourgeoise;

Maryse Simonis-Brandenburger, fonct. de l'Etat, demeurant à L-1944 Luxembourg, 40, rue Franz Liszt; de nationalité luxembourgeoise;

Nicole Slunecko-Sahl, employée privée, demeurant à L-8291 Meispelt, 39, rue de Kopstal; de nationalité luxembourgeoise;

Alex Tines, enseignant, demeurant à L-6586 Steinheim, 8, rue de la Montagne; de nationalité luxembourgeoise;

Ralf Viersch, ingénieur diplômé, demeurant à L-7773 Bissen, 3, rue de la Gare; de nationalité allemande;

Paul Wagener, fonct. de l'Etat, demeurant à L-1469 Luxembourg, 89, rue Ermesinde; de nationalité luxembourgeoise;

Jean-Paul (dit Jemp) Weydert, informaticien, demeurant à L-8278 Holzem, 13, rue du Cimetière; de nationalité luxembourgeoise;

ont convenu de constituer entre eux et toutes personnes qui viendront y adhérer ultérieurement une association sans but lucratif qui sera régie par la loi modifiée du 21 avril 1928 concernant les associations sans but lucratif et les fondations, et par les présents statuts.

Titre I^{er}. Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Sous la dénomination de LËTZEBUERGER VËLOS-INITIATIV (LVI) il est constitué une association sans but lucratif, dont le siège se trouve à Luxembourg et dont la durée est illimitée.

Le siège social pourra être transféré à une autre adresse dans la Ville de Luxembourg par simple décision du Conseil d'Administration.

Art. 2. L'association a pour objet la mise en valeur et la promotion de la bicyclette comme moyen de locomotion, constituant un complément nécessaire aux transports en commun et une alternative à l'usage de la voiture individuelle pour les petites et moyennes distances.

L'association a encore pour objet de promouvoir la planification et la mise en place d'un réseau cohérent de pistes cyclables, tant au niveau urbain que national.

L'association a, d'une façon générale, pour objet la défense des intérêts des usagers de la bicyclette, que ce soit à des fins de locomotion ou de récréation, dans un contexte sportif ou touristique. Un aspect essentiel de ce volet concerne la sécurité des cyclistes.

Pour autant que les buts recherchés sont compatibles avec ceux de l'association, celle-ci peut collaborer étroitement avec tous partenaires uvrant pour des formes de déplacement non motorisés.

L'association peut accomplir tous actes et toutes opérations qui se rapportent directement ou indirectement à son objet ou qui sont de nature à le favoriser.

L'association observe la plus stricte neutralité en matière politique et religieuse.

Titre II. Associés, Admission, Sortie, Engagements

L'Association se compose de membres associés et, facultativement, de membres honoraires.

Art. 3. Est réputé membre associé toute personne s'engageant à respecter les buts de l'association et qui a réglé sa cotisation pour l'année en cours. Le nombre des membres associés est illimité, sans pouvoir être inférieur à trois.

En dérogation à l'alinéa précédent, n'est pas admissible comme membre de l'association toute personne précédemment exclue par décision du Conseil d'Administration.

Art. 4. Outre les membres associés, l'association comprend des membres honoraires. Ce titre est accordé par le Conseil d'Administration, aux conditions à fixer par l'Assemblée Générale, à toute personne physique ou morale méritante dans la réalisation de l'objet social de l'association.

Art. 5. La qualité de membre se perd par décès, par démission ou par exclusion.

Tout membre est libre de se retirer, en adressant sa démission au Conseil d'Administration.

Par l'adhésion aux présents statuts, chaque membre s'interdit tout acte ou toute omission préjudiciable à l'objet social ou qui serait de nature à porter atteinte soit à sa considération et à son honneur personnels, soit à la considération et à l'honneur de l'association ou des membres de celle-ci. Toute infraction à la présente disposition entraîne immédiatement et de plein droit l'exclusion du membre fautif. Les contestations relatives à l'application de cette disposition sont arbitrées par le Conseil d'Administration statuant sans appel et avec dispense de suivre, dans la procédure, les formes et les délais pour les litiges privés.

Art. 6. L'exclusion d'un membre sera prononcée par l'Assemblée Générale et à la majorité des deux tiers des voix, le membre ayant été entendu en ses explications.

Art. 7. Le membre démissionnaire ou exclu et les héritiers du membre décédé n'ont aucun droit sur le fonds social et ne peuvent réclamer le remboursement des cotisations versées. Les héritiers ne peuvent réclamer aucun compte ni faire apposer les scellés ni requérir inventaire.

Titre III. Assemblée Générale

Art. 8. L'Assemblée Générale se compose de tous les membres associés, à l'exclusion des membres honoraires.

Les attributions obligatoires de l'Assemblée Générale comportent le droit:

- 1) De modifier éventuellement les statuts et de prononcer la dissolution de l'association, en se conformant aux règles prévues à l'article 8 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et des fondations;
- 2) De nommer et de révoquer les membres du Conseil d'Administration;
- 3) De désigner des réviseurs de caisse non-membres du Conseil d'Administration;
- 4) D'approuver le rapport annuel du Conseil d'Administration, les budgets et les comptes annuels;
- 5) D'accorder décharge au Conseil d'Administration;
- 6) D'exercer tous les autres pouvoirs dérivant de la loi et des statuts.

Les résolutions et décisions de l'Assemblée Générale sont actées dans un rapport qui sera conservé au siège de l'association où tout membre pourra en prendre connaissance.

L'Assemblée Générale est le pouvoir suprême de l'association. Elle peut prendre toutes décisions dépassant les limites des pouvoirs légalement ou statutairement dévolus au Conseil d'Administration.

Ses décisions sont prises à la simple majorité des membres présents, hors le cas où il en est autrement décidé par les statuts ou la loi. En cas de parité la voix du président / de la présidente est prépondérante.

Tout membre empêché d'assister à l'assemblée peut donner procuration à un autre membre par lettre, téléfax ou email, à l'effet de le représenter et de voter en son lieu et place; chaque membre présent ne pouvant représenter qu'un seul membre absent.

Art. 9. L'Assemblée Générale se réunit en session ordinaire au cours du 1^{er} trimestre de l'année et en session extraordinaire chaque fois que le Conseil d'Administration l'estime nécessaire ou que la demande écrite au président en est faite par un cinquième des membres. A cet effet la liste des membres devra être tenue à la disposition des membres désireux de la consulter. Les convocations aux assemblées générales se feront par lettres missives auxquelles sera joint l'ordre du jour.

Les décisions de l'Assemblée Générale seront de la même façon portées à la connaissance des membres absents. Les tiers intéressés pourront demander communication d'extraits du rapport sur demande à adresser au Conseil d'Administration.

Titre IV. Conseil d'Administration

Art. 10. Le Conseil d'Administration est l'organe exécutif de l'association. Il est désigné chaque année par l'Assemblée Générale Ordinaire et comprend 3 membres (dénommés ci-après: administrateurs) au moins, 15 au plus, qui ne peuvent être pris que parmi les membres associés. Au maximum deux salarié(e)s membres de l'association peuvent être élu(e)s au Conseil d'Administration, dont le/la secrétaire. Les membres salariés auront les mêmes droits et obligations que les autres membres du Conseil d'Administration élus par l'Assemblée Générale, mais ne peuvent pas participer aux votes sur des affaires concernant le personnel ou leur propre personne.

Le Conseil d'Administration élit en son sein un président et un trésorier.

En cas de vacance du mandat d'un ou de plusieurs administrateurs, le ou les membres restants gardent les mêmes pouvoirs que si le Conseil d'Administration était au complet, tant que l'assemblée ne l'aura pas complété.

Les fonctions des administrateurs n'expirent qu'après leur remplacement, sous réserve de leur réélection par l'Assemblée Générale.

Est réputé suspendu de ses fonctions au Conseil d'Administration chaque membre qui néglige de manière

flagrante, par acte ou par omission, ses engagements à rencontre de l'association. La suspension d'un membre est décidée par majorité simple du Conseil d'Administration et prononcée par le président ou son remplaçant. Cette décision doit être annoncée à l'Assemblée Générale suivante et fera l'objet, à l'instar des candidatures et démissions, de l'approbation de celle-ci.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Art. 11. Le Conseil d'Administration gère l'association, exécute les décisions de l'Assemblée Générale, convoque et ordonne les assemblées et les réunions, fait rapport sur l'activité de l'association.

Il est nanti des pouvoirs les plus étendus tant en ce qui concerne les actes d'administration que les actes de disposition qui intéressent l'association.

Il peut notamment signer pour l'association tout traité d'exploitation et de location, consentir et conclure tous contrats, marchés et entreprises, contracter tous emprunts, même hypothécaires et par voie d'émission d'obligations hypothécaires, tous gages ou nantissements, requérir toutes inscriptions, acquérir, aliéner, échanger, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, même pour plus de neuf ans, accepter tous transferts, tous dons et tous legs, consentir ou renoncer à tous droits obligationnels ou réels ainsi qu'à toutes garanties réelles ou personnelles, donner mainlevée et consentir à la radiation de toute inscription d'office, traiter, transiger, compromettre sur tous intérêts, payer et recevoir toutes sommes, en donner ou retirer valable quittance, donner toutes décharges, faire et recevoir tous dépôts, accepter tous subsides et subventions privés ou officiels.

Il nomme et révoque les employés et le personnel au service de l'association, fixe leurs attributions et émoluments.

Il peut déléguer la gestion journalière de l'association à un de ses membres et même à une tierce personne.

Il peut, sous sa responsabilité, déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres et même à des tierces personnes.

L'association sera valablement représentée à l'égard des tiers par la signature conjointe de deux administrateurs, parmi lesquelles nécessairement celle du trésorier, sans que ceux-ci aient à justifier d'aucune délibération, autorisation ou autre pouvoir spécial.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences de son président.

Art. 12. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président ou en cas d'empêchement de celui-ci de tout autre membre, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent et chaque fois que deux membres le demandent.

Tout administrateur empêché d'assister à la réunion peut donner procuration à un autre administrateur par lettre, télécopie ou email, à l'effet de le représenter et de voter en son lieu et place; chaque administrateur présent ne pouvant représenter qu'un seul collègue absent.

Les décisions sont prises à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Art. 13. Les fonctions des administrateurs sont bénévoles.

Titre V. Cotisations, Fonds Sociaux, Vérification des Comptes

Art. 14. L'assemblée générale fixe le montant de la cotisation annuelle des membres. Celle-ci ne pourra dépasser EUR 250.

Art. 15. Les fonds sociaux de l'association sont gérés par le Conseil d'Administration.

L'association dispose pour ses dépenses:

- 1) Des cotisations annuelles;
- 2) Du revenu de ses capitaux;
- 3) Des dons et des legs qui lui sont faits;

4) De toutes autres recettes.

Art. 16. Avant d'être soumis à l'Assemblée Générale, les comptes de l'exercice écoulé sont vérifiés par deux commissaires nommés par l'Assemblée Générale.

Titre VI. Dissolution

Art. 17. En cas de dissolution volontaire ou judiciaire de l'association, les biens de l'association dissolue iront à une association ou fondation ayant un but similaire, à déterminer par l'Assemblée Générale.

Assemblée constitutive du 22 novembre 2004

Les statuts de l'association ayant été ainsi arrêtés, les membres fondateurs se sont réunis en première Assemblée Générale à laquelle ils ont été dûment convoqués.

Ils ont, à l'unanimité, nommé les premiers membres du Conseil d'Administration, qui est composé comme suit:

1. Gust Muller, Président, demeurant à L-5953 Itzig, 12, rue des Champs;
2. Jean-Paul (dit Jemp) Weydert, Vice-Président, demeurant à L-8278 Holzem, 13, rue du Cimetière;
3. Maryse Simonis-Brandenburger, Trésorière, demeurant à L-1944 Luxembourg, 40, rue Franz Liszt;
4. Robert Berg, Secrétaire, demeurant à L-1321 Luxembourg, 311, rue de Cessange;
5. Georges Franck, Membre, demeurant à L-1321 Luxembourg, 171, rue de Cessange;
6. Jean Klein, Membre, demeurant à L-6795 Grevenmacher, 14, rue de Wecker;
7. Lilibet Lorang-Schauss, Membre, demeurant à L-1941 Luxembourg, 245, route de Longwy;
8. Paul Schieres, Membre, demeurant à L-1335 Luxembourg, 23, rue de Cicignon;
9. Alex Tines, Membre, demeurant à L-6586 Steinheim, 8, rue de la Montagne;
10. Ralf Viersch, Membre, demeurant à L-7773 Bissen, 3, rue de la Gare.

Leur mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en l'an 2005.

Fait à Luxembourg, le 22 novembre 2004.

F. Bartolozzi / R. Berg / J. Bertemes / R. Diederich / P. Faber / G. Franck / M. Goldschmit / J. Klein / L. Lorang-Schauss / G. Muller / J. Sahl-Goldschmit / R. Sahl / P. Schieres / M. Simonis-Brandenburger / N. Slunecko-Sahl / A. Tines / R. Viersch / P. Wagener / J.-P. (dit Jemp) Weydert

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2005, réf. LSO-BA05947. – Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(030673.3/000/191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2005.